

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

---

## Informations du Guatemala

4<sup>e</sup> année, n° 163

Du 14 au 20 mars 1986

### POLITIQUE

On dément la version de Habib  
Prochain sommet  
Cerezo au Venezuela  
Politique néo-nazi  
Des millions d'aide  
Pénétration américaine  
Négociation ?  
Accroissement de la pauvreté

### ECONOMIE

Inflation en hausse  
On ne répond pas aux besoins de la population  
Opposition au train de mesures économiques  
Opposition aux mesures officielles

### INSURRECTION

Actions rebelles  
Occupation d'une bourgade  
On reconnaît le fait des actions insurrectionnelles

### DROITS DE L'HOMME

Attaque de touristes  
Assassinat d'un dirigeant de jeunes  
Assassinats sans fin  
Séquestration d'un mineur d'âge  
Escalade dans la violence  
Ils reconnaissent avoir participé aux délits  
Retrait du cas Guatemala à l'ONU

### POLITIQUE

#### ON DÉMENT LA VERSION DE HABIB

Le 18 mars, le gouvernement du Guatemala démentait l'affirmation exprimée à Washington par l'Ambassadeur itinérant des Etats-Unis pour l'Amérique Centrale, Philip Habib qui au cours de son rapport afférant à son voyage dans la région, avançait que "toute l'Amérique Centrale soutient les contras du Nicaragua".

Le Vice-Ministre des Affaires Etrangères, Rodrigo Montufar, en démentant les affirmations de Habib, soulignait que pour ce qui est du Guatemala, le pays est contre la guerre et en faveur de la paix. De même, à Caracas, le Président Vinicio Cerezo, en voyage officiel, et son homologue du Vénézuéla manifestaient tous deux leur préoccupation face aux nouveaux degrés de tensions entre les Etats-Unis et le Guatemala.

#### PROCHAIN SOMMET

Le 12 mars, le Vice-Président Roberto Carpio Nicolle, au retour d'une tournée régionale signalait que tous les mandataires d'Amérique Centrale avaient accepté l'invitation de se rendre à la réunion qui se tiendra en mai prochain, au Guatemala.

La visite de Carpio dans les pays de la région avait pour but d'inviter personnellement tous les présidents et d'entreprendre des démarches visant à la création d'un parlement centre-américain. Ce sera d'ailleurs le point principal qui figure à l'ordre du jour de la réunion qui se tiendra à Esquipulas, département de Chiquimula.

#### CEREZO AU VENEZUELA

Le 17 mars, le président Vinicio Cerezo arrivait à Caracas, au Vénézuéla, pour une visite officielle de trois jours, réalisée dans le but d'obtenir l'appui et une manifestation de solidarité de la part de ce pays d'Amérique du Sud.

Le président du Vénézuéla Jaime Lusinchi a signalé, au cours d'un bref discours de bienvenue que l'occasion était propice pour que les deux gouvernements "joignent leur voix" dans le but de faire face aux imposants défis du moment.

#### POLITIQUE NEO-NAZI

Le 17 mars, des députés du Congrès de la République qualifiait de "fasciste et néo-nazi" le groupe dénommé Groupe Ambassadeur Juvénil qui avait publié dans les milieux de presse locaux et de certains journaux américains, une lettre signée, soi-disant par deux mille personnes qui manifestent leur adhésion à la politique américaine en Amérique Centrale.

Les députés ont fait remarquer qu'ils doutent de l'authenticité des signataires. Des organisations d'étudiants et de jeunes chrétiens ont ajouté que le dit groupe juvénil faisait de la fausse propagande et elles qualifiaient son action de manoeuvre.

#### DES MILLIONS D'AIDE

Le 13 mars, l'Ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, Alberto Martinez Piedra, indiquait que les Etats-Unis venaient d'approuver, pour cette année, une aide économique pour le Guatemala supérieure à 100 millions de dollars.

Le diplomate américain a précisé que Washington a prévu une aide pour le développement du Guatemala qui s'élève à 35 millions de dollars. Cette somme sera octroyée par le biais de prêts abordables et de dons. A la somme précédente, il convient d'ajouter un financement destiné à équilibrer la balance des paiements pour une valeur de 47.85 millions de dollars.

#### PENETRATION AMERICAINE

Le 12 mars, le Nonce apostolique du Guatemala, Oriano Quillici, s'en prenait aux sectes évangéliques américaines qui existent dans le pays et qui, selon lui, agissent comme "mécanismes de somnifères sociaux et politiques".

Quillici a exposé devant les membres de la Commission de la Culture et les Communautés Indigènes du Congrès de la République que l'Eglise Catholique guatémaltèque s'oppose à la pénétration de telles sectes car ladite pénétration correspond à une volonté et une finalité politique "de l'impérialisme du nord" et il a lancé un appel aux indigènes du pays afin que ces derniers défendent leur identité culturelle et leur foi religieuse.

## NEGOCIATION ?

D'après le dernier numéro de la revue américaine Newsweek, le Président Vinicio Cerezo aurait déclaré qu'il n'a pas l'intention de juger les militaires qui sont "supposés" impliqués dans les cas de disparitions de personnes au Guatemala, parce qu'une enquête sur l'armée mettrait en danger le plan de négociation avec la guérilla. Selon la revue, Cerezo a ajouté que s'il devait mener une enquête auprès de l'armée, il devrait en faire autant pour les guérilleros et ceci équivaudrait à recommencer la guerre.

D'autre part, le Général Hector Gramajo, Chef de l'Etat-Major de l'Armée, signalait, le 15 mars, que les forces armées ne désiraient nullement dialoguer ou conclure un pacte avec l'insurrection. La décision d'établir un dialogue a été prise par le seul président.

## ACCROISSEMENT DE LA PAUVRETE

Le 13 mars, le Ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil Peralta, déclarait, au Vénézuéla, que seul un tiers de la population guatémaltèque vivait dans des conditions acceptables alors que deux tiers de cette même population vivaient dans le dénuement le plus total. Le Ministre de l'Intérieur est chargé de négocier, dans ce pays, une aide pour les organismes de sécurité de l'Etat.

D'autre part, Catalina Soberanis, Ministre du Travail et de la Prévision Sociale, précisait que chaque jour qui passe signifie pour le travailleur un rétrécissement de ses possibilités d'acquisition de biens étant donné les prix pratiqués actuellement et du fait que la politique salariale n'est nullement ajustée à la situation des secteurs du travail.

## ECONOMIE

### INFLATION EN HAUSSE

Un reportage de Victor Valverth, reposant sur des données de l'Institut National des Statistiques mettait en exergue le fait que les prix à la consommation, au Guatemala, ont augmentés de 4,7 % en janvier 1986 par rapport au mois de décembre 1985 et l'indice des prix des produits de première nécessité a poursuivi son augmentation au cours du mois de mars, à la suite d'une disposition gouvernementale : à savoir exclure quelques 300 produits de base de la liste des prix plafonds. Ces faits prouvent qu'au Guatemala, on enregistre le taux d'inflation le plus élevé de toute son histoire.

### ON NE REpond PAS AUX BESOINS DE LA POPULATION

Le 13 mars, plusieurs dirigeants syndicaux étaient d'accord pour affirmer que le plan de redressement économique tel que présenté par le gouvernement démocrate-chrétien ne répond pas aux besoins fondamentaux de la population.

Julio Celso Leon, Rolando Rodriguez et Victor Hugo Rios Beltran, dirigeants d'organisations ouvrières, ont signalé que les propositions gouvernementales sont insuffisantes pour résoudre les grandes carences en matière de santé et, ils ont ajouté que les mesures officielles annoncées dans le train de mesures économiques étaient fragiles.

### OPPOSITION AU TRAIN DE MESURES ECONOMIQUES

Le 13 mars, par le biais d'un communiqué diffusé dans les milieux de presse, le Comité des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, entité représentative du secteur privé, stipulait qu'il existe "le danger d'une plus grande intervention de l'Etat dans l'économie nationale". Le CACIF s'en référait aux propositions de Vinicio Cerezo contenues dans le "train de mesures économiques" parmi lesquelles, on peut relever l'augmentation des impôts directs.

Le CACIF, dont le président Pedro Lamport fait preuve d'une opposition ferme face à la proposition démocrate-chrétienne, précise qu'il est disposé à dialoguer sur un programme de mesures destinées à faire face aux problèmes que connaît le pays mais il maintient sa réserve devant les plans démocrates-chrétiens.

### OPPOSITION AUX MESURES OFFICIELLES

Le 13 mars, les producteurs de coton, regroupés au sein du Conseil National du Coton, manifestaient leur méfiance devant "le train de mesures économiques" tel que présenté par le gouvernement

Les producteurs de coton soulignent, en effet, que les intentions officielles de réduire l'extension de la culture de ce produit d'exportation équivaldront à mettre 28 000 familles au chômage. Ces familles de paysans ne percevraient plus l'équivalent de 32 millions de quetzales en journées de travail.

Le président de l'Association Générale des Agriculteurs -AGA-, Pedro Arrivillaga, indiquait le 14 mars, que si les mesures proposées dans le train de mesures économiques gouvernementales visent à améliorer l'économie nationale, il convient de faire un sacrifice.

Les déclarations de Arrivillaga mettent l'accent sur l'existence de diverses appréciations au sein du secteur privé face aux initiatives du Président Cerezo.

### INSURRECTION

#### ACTIONS REBELLES

Le 16 mars, un communiqué rebelle rendu public dans la capitale guatémaltèque indiquait que des forces insurrectionnelles de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque URNG, avaient effectué au moins 10 actions militaires à l'encontre des troupes gouvernementales au cours du mois de février, durant lesquelles elles ont provoqué 45 pertes, morts et blessés confondus.

Selon les insurgés, au cours de cette même période, 17 occupations politiques et militaires de routes et de villages où la population a été réunie, ont eu lieu.

#### OCCUPATION D'UNE BOURGADE

Le 13 mars, le journal télévisé, Aqui el Mundo, signalait qu'un groupe de rebelles avait occupé durant 12 heures, le 12 mars, une bourgade à 18 kilomètres du chef-lieu départemental Alta Verapaz, où il a tenu une réunion politique avec l'ensemble de la population.

D'autre part, on apprenait de source "extra-officielle" que des hommes armés arrêtaient la circulation des véhicules sur les routes du département septentrional de El Peten.

Un communiqué de l'armée a démenti le fait qu'un groupe de rebelles aurait occupé durant 12 heures la bourgade Las Pacayas, à San Cristobal Verapaz, Alta Verapaz. Le Colonel Carlos Pozuelos, Chef du département des Relations publiques militaires, a indiqué qu'il était maintenant établi que l'origine de cette version est en fait une fausse alarme provenant d'une habitante de la région.

#### ON RECONNAIT LE FAIT DES ACTIONS INSURRECTIONNELLES

Le 11 mars, le Colonel Byron Lima Estrada, Commandant de la base militaire Numéro 20, signalait que le harcèlement infligé par les insurgés aux troupes de l'armée était fréquent dans la partie nord du département de El Quiché.

Lima Estrada ajoutait au cours d'une réunion des membres des Coordinatrices Inter-Institutionnelles de la région, que les rebelles ont le contrôle relatif de certaines zones du département et que les affrontements entre soldats et rebelles sont constants.

### DROITS DE L'HOMME

#### ATTAQUE DE TOURISTES

On apprenait le 12 mars, que trois hommes armés, probablement des membres d'un corps gouvernemental, ouvraient le feu, le 10 mars, sur Marco Citerio, citoyen suisse et son épouse Ursula, sur une route du département occidental de Solola.

Le Consulat suisse dans la capitale de Guatemala déclare que les inconnus ont arrêté les touristes alors qu'ils circulaient sur une route et ensuite, ils ont ouvert le feu sur ces derniers, blessant grièvement Marco Citerio.

#### ASSASSINAT D'UN DIRIGEANT DE JEUNES

Le député Ramiro Garcia de Paz dénonçait le fait que le secrétaire de la Jeunesse démocrate-chrétienne à San Miguel Chacaj, Baja Verapaz, Alfredo Sis, son père et sa soeur, ont été assassinés par balles. L'assassinat a été commis par des hommes fortement armés qui faisant usage de violence et impunité sont entrés dans leur modeste logement.

Les voisins ont précisé que des actes criminels aussi impunis étaient le fait des membres de la base militaire locale, dans cette région.

#### ASSASSINATS SANS FIN

Selon divers rapports de presse, au moins 5 personnes ont été assassinées entre le 16 et le 18 mars.

Selon les informations, les cadavres de Vitalina Fuentes et Marvin Antonio Fuentes, mère et fils, ont été trouvés, témoignant des tortures subies, dans la municipalité de Pajapita, située dans le département de San Marcos.

De même, les cadavres des travailleurs agricoles, Catalina Lizardo Pacheco et Arnaldo Garcia, ont été retrouvés, torturés, à Santa Lucia Cotzumalguapa, Escuintla. Un autre cadavre, non identifié, a été localisé dans la capitale.

#### SEQUESTRATION D'UN MINEUR D'AGE

Le 16 mars, le mineur d'âge, Victor Rene Corzo Carrascosa était enlevé par des hommes fortement armés, reconnus par des témoins comme appartenant aux forces de sécurité gouvernementales. L'enfant a eu le temps avant son enlèvement et sa disparition de prévenir son père, par téléphone, pour le mettre au courant de la persécution dont il était l'objet.

L'enfant, âgé de 16 ans et étudiant du secondaire, a eu juste le temps de dire "Plusieurs hommes me suivent, papa, ils s'approchent". Cet appel a eu lieu dans une cabine téléphonique où il a finalement été capturé après avoir été poursuivi dans les rues du centre de la capitale.

#### ESCALADE DANS LA VIOLENCE

Le 17 mars, le président de l'Alliance Evangélique de Guatemala, qui regroupe des centaines de congrégations religieuses dans tout le pays, Guillermo Galindo déclarait qu'il "y a une escalade dans la violence" sous ce gouvernement.

Les pasteurs évangéliques souffrent de la "répression gouvernementale" systématique, a précisé le révérend Galindo qui a dénoncé parmi les cas les plus récents, celui de Manuel de Jesus Recinos Soto, assassiné par balles, dans un temple de la zone 8 de la ville capitale, le 15 mars.

Galindo signale qu'il s'attend "à la lumière de quelques déclarations qui ont été prononcées par des dirigeants de l'Eglise catholique, à ce qu'il y ait des représailles perpétrées contre les évangélistes au Guatemala".

#### ILS RECONNAISSENT AVOIR PARTICIPE AUX DELITS

Le Vice-Ministre de l'Intérieur, Benjamin Rivas indique que les membres du département d'enquêtes techniques de la police nationale -le DIT- maintenant dissous, sont à l'origine d'attaques à main armée, d'agressions, de vols, d'enlèvements et d'autres délits. Le Vice-Ministre a précisé que les membres de la Police Nationale commettent également des actes répréhensibles durant leurs jours de congé.

En dépit des déclarations, aucun membre du DIT n'a été traîné devant les tribunaux et, que du contraire, la majorité des effectifs qui composaient cet organe répressif exercent encore leurs fonctions au sein de la police nationale.

#### RETRAIT DU CAS GUATEMALA A L'ONU

Le 15 mars, le Vice-Ministre des Relations Extérieures, Francisco Villagran, signalait que le cas du Guatemala concernant la violation des Droits de L'Homme avait été retiré de l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies. Il a ajouté que les pays du monde entier encourageaient positivement le Guatemala et reconnaissaient que le pays s'achemine vers la démocratie, "la meilleure garantie pour créer un climat de respect des Droits de l'Homme".

Cependant, de façon quotidienne, des rapports et communiqués de presse relatent des assassinats et des enlèvements de caractère politique commis, selon les dénonciations des proches et des témoins, par des membres supposés des forces de sécurité gouvernementales.